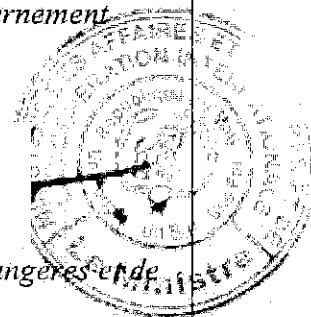


United Nations Peacebuilding Support Office (PBSO)/ Peacebuilding Fund (PBF)

| | |
|---|--|
| <p>Project Title:</p> <p>Les Jeunes Acteurs pour la Paix et la Réconciliation Nationale</p> | <p>Recipient UN Organization(s): UNESCO, OIM and UNICEF</p> |
| <p>Project Contact: <i>Mrs Lucia Elmi</i> <i>Representative of UNICEF Mali</i></p> <p>Address: 94, Niamakoro, Route de l'Aéroport</p> <p>Telephone:</p> <p>E-mail: lelmi@unicef.org</p> | <p>Partenaires gouvernementaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Réconciliation Nationale (MRN), - Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne (MJCC), - Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication (MENC), <p>ONG Nationales : Institut Mondial pour l'Autonomisation des Femmes au Mali (IMAF Mali)/ Réseau de Réflexion Stratégique sur la Sécurité au Sahel (2r3s)</p> <p>Centre Africain de la Jeunesse (CAJ) ONG Walé Action Mopti /Sonke Gender Justice South Africa</p> <p>Associations de jeunes : Association des jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) MenEngage Network Mali Conseils régionaux, locaux et communaux de la jeunesse</p> |
| <p>Project Description:</p> <p>Le projet est aligné sur la nouvelle stratégie gouvernementale de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale par la création en 2017 de la Mission d'Appui à la Réconciliation Nationale (MARN) et ses Equipes régionales mises en place. Il vise à renforcer l'engagement des jeunes et des</p> | <p>Project Location: Ségou et Mopti</p> <p>Total Project Cost: 2,626,790 USD Peacebuilding Fund: 2,626,790 USD Government Contribution: 0 Other: 0 Coût total du projet : 2,626,790 USD Budget approuvé par le Fonds pour la consolidation de la paix : 2,626,790 USD Montant pour la 1ère tranche (70%)</p> |

DESCRIPTIF DE PROJET IRF

| <i>(Pour les projets financés par l'IRF)</i> | |
|--|---|
| Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU | Représentant des autorités nationales <i>Nom du Représentant du gouvernement partenaire</i> <i>Signature</i> <i>Titre Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération internationale.</i> <i>SE Abdoulaye Diop</i> <i>Date et cachet</i> 10 DEC 2017 |



1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration;
(1.4) Dialogue politique;

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :

(3.1) Génération d'emplois; (3.2) Services de base.

4) (Rè)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale ;
(4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

| | |
|--|---|
| <p>femmes en tant qu'acteurs de paix. Les jeunes et les femmes sont activement engagés dans le processus de paix et de la réconciliation nationale et bénéficient de la stratégie Jeunesse du G5 Sahel dans les régions de Ségou et Mopti. En tout, le projet cible 3,400 bénéficiaires directs, y compris 2500 jeunes femmes et jeunes hommes, et 900 femmes. Au moins, une population de 34.000 personnes seront touchées de manière indirecte dans les 25 communes cibles.</p> | <p>657,405,7 (UNICEF); 576,263,1 (OIM), 605,084,2 (UNESCO)</p> <p>Montant pour la 2ème tranche*: 281,745,3 (UNICEF) ; 246,969,9 (OIM) ; 259,321,8 (UNESCO)</p> <p>Contribution du gouvernement : 0 Autre : 0</p> <p>* Le budget global approuvé par le fonds de consolidation de la paix et le transfert de la deuxième tranche sont soumis à l'évaluation du bureau d'appui à la consolidation de la paix et au processus de prise de décision, et sous réserve de la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</p> <p>Proposed Project Start Date: 1er janvier 2018 Proposed Project End Date: 30 juin 2019 Total duration (in months)¹: 18 mois</p> |
| <p>Gender Marker Score²: 2</p> | |
| <p>Project Outcomes:</p> <p>Résultat 1 : 2500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans de 25 localités de Mopti et Ségou connaissent l'accord de paix et la stratégie jeunesse du G5Sahel et promeuvent la culture de la paix et de la tolérance au sein de leurs communautés afin de réduire les risques de conflits.</p> <p>Résultat 2 : Les équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale (ERARN) de Mopti et Ségou sont informées par des analyses de conflit approfondies leur permettant de mieux engager les jeunes dans le processus de consolidation de la paix et favoriser leur autonomisation afin qu'ils jouent plus efficacement leur rôle d'influenceurs.</p> <p>Résultat 3 : 500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans des 25 localités de Mopti et de Ségou bénéficiant d'un soutien financier pour des projets innovants et mobilisent leurs communautés au bénéfice de la réconciliation et de l'engagement collectif pour la paix.</p> <p>Résultat 4 : 900 femmes leaders âgées de 18 à 65 ans de 25 localités de Ségou et Mopti sont autonomisées et contribuent à la valorisation des mécanismes de prévention des conflits et de consolidation de la paix.</p> | |
| <p>PBF Focus Areas³ : <i>Priorité 2 : Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends :</i> (2.1) Réconciliation nationale</p> | |

¹ The maximum duration of an IRF project is 18 months.

² PBSO monitors the inclusion of gender equality and women's empowerment all PBF projects, in line with SC Resolutions 1325, 1888, 1889, 1960 and 2122, and as mandated by the Secretary-General in his Seven-Point Action Plan on Gender Responsive Peacebuilding.

³ PBF Focus Areas are:

1: Support the implementation of peace agreements and political dialogue (Priority Area 1):

(1.1) SSR; (1.2) RoL; (1.3) DDR; (1.4) Political Dialogue;

2: Promote coexistence and peaceful resolution of conflicts (Priority Area 2):

(2.1) National reconciliation; (2.2) Democratic Governance; (2.3) Conflict prevention/management;

3: Revitalise the economy and generate immediate peace dividends (Priority Area 3):

(3.1) Employment; (3.2) Equitable access to social services

4) (Re-)establish essential administrative services (Priority Area 4)

(4.1) Strengthening of essential national state capacity; (4.2) extension of state authority/local administration; (4.3) Governance of peacebuilding resources (including JSC/ PBF Secretariats)

IRF PROJECT DOCUMENT

| <i>(for IRF-funded projects)</i> | |
|---|---|
| <p>Recipient UN Organization(s)⁴</p> <p>Mrs Lucia Elmi <i>Representative of UNICEF Mali</i> Signature <i>FA</i> UNICEF Date & Seal <i>11/12/17</i></p> <p>Mr. Hervé Huot-Marchand, <i>Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO au Mali</i> Signature UNESCO Date & Seal <i>20</i></p> <p>Mr. Bakary Doumbia, <i>Chef de Mission OIM Mali</i> Signature OIM Date & Seal</p> <p><i>(Usually SRSG for mission settings and RC for non-mission settings. If it is a joint project all the Heads of UN Entities/Agencies receiving funds should sign)</i></p> | <p>Representative of National Authorities</p> <p>Amadou Koïta <i>Ministre de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne</i> Date & Seal <i>11 DEC 2017</i></p> <p>Mohamed El-Moctar <i>Ministre de la Réconciliation Nationale (MRN)</i> Signature Date & Seal <i>11 DEC 2017</i></p> <p>Arouna Modibo Touré <i>Le Ministre de l'économie numérique et de la communication,</i> Date & Seal <i>17 DEC 2017</i></p> |
| <p>Peacebuilding Support Office (PBSO)</p> <p>Name of Representative Signature Peacebuilding Support Office, NY Date & Seal <i>20/12/2017</i></p> | <p>Resident Coordinator (RC)</p> <p>Name of Representative Signature RCO, Date & Seal <i>12/12/17</i></p> |

⁴ Please include signature block for each RUNO receiving funds under this IRF.

Table of contents:

Length: Max. 15 pages

I. Peacebuilding Context and Rationale for PBF support

- a) Peacebuilding context
- b) Mapping of existing peacebuilding activities and gaps
- c) Rationale for this IRF

II. Objectives of PBF support and proposed implementation

- a) Project outcomes, theory of change, activities, targets and sequencing
- b) Budget
- c) Capacity of RUNO(s) and implementing partners

III. Management and coordination

- a) Project management
- b) Risk management
- c) Monitoring and evaluation
- d) Administrative arrangements (standard wording)

Annex A: Project Summary (to be submitted as a word document to MPTF-Office)

Annex B: Project Results Framework

PROJECT COMPONENTS:

(N.B. 1: All the italicized text on the pages below is to be used as guidance for what should be provided. The actual submission does not need to contain the italicized text.)

I. Peacebuilding Context and Rationale for PBF support

a) Peacebuilding context:

Le centre du Mali connaît depuis plusieurs années une augmentation préoccupante des tensions sociales et politiques, marquées par des épisodes de violences collectives à répétition.

Les médias se sont faits écho de ces conflits sous l'angle ethnique en parlant de confrontation ethniques et intercommunautaires. L'un des principaux moteurs des tensions est la compétition autour des ressources naturelles. La pression sur le foncier et sur les ressources hydriques engendre des disputes entre les communautés d'agriculteurs, d'éleveurs nomades et de pêcheurs ; il suffit parfois d'une victime pour qu'un conflit interpersonnel dégénère en conflit intercommunautaire. Dans ces zones, le droit coutumier s'oppose souvent au droit moderne, créant des désaccords qui peuvent se transformer en conflits violents. L'absence de lois écrites en la matière permet à certains de tourner le sens des coutumes, de les interpréter seulement dans le sens de leurs intérêts. En outre, l'impunité, la corruption, ou les abus fréquents commis par les forces de sécurité, ont cristallisé les rancœurs. Les communautés pensent que ce sont les représentants de l'État qui exacerbent les conflits.

À la suite de la crise de 2012, la région a enregistré un afflux massif (environ 500.000⁵) de personnes déplacées internes (PDI) de Kidal, Tombouctou et Gao. La crise a grandement affecté la présence de l'État et l'économie dans la région, et les principaux secteurs générant des revenus, tels que le tourisme, ont considérablement diminué, touchant principalement les jeunes et les femmes de la région. La situation a encore été exacerbée par l'occupation de cercles clés dans la région de Mopti par des groupes armés et radicaux. Le besoin de protection, le taux élevé de chômage, le manque d'éducation, de santé et d'autres services de base, ont rendu les jeunes hommes et femmes vulnérables au recrutement par ces groupes extrémistes violents.

L'accord de paix et de réconciliation au Mali a été signé en 2015 par le représentant du gouvernement malien et les mouvements politico-militaires du nord du Mali. Seulement, depuis sa ratification, l'accord peine à être concrétisé et reste peu connu de la jeunesse malienne, en particulier celle du centre, empêchant celle-ci de s'engager pour son application. De plus, les jeunes de Mopti et de Gao connaissent peu (ou pas) la résolution 2250 qui engage le Gouvernement malien dans la participation active des jeunes dans la résolution des conflits. Afin de vulgariser l'accord, le programme national de culture de la paix (PNCP) a été lancé en juillet 2016 par le Gouvernement du Mali, avec l'appui de l'UNESCO.

Au niveau régional, le Conseil de sécurité a approuvé la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINU) pour favoriser le développement économique, la résilience des populations, la bonne gouvernance et la sécurité dans la Sous-Région. Pour une réponse à tous ces défis qui accablent les jeunes, le Mali a accueilli en 2016 la réunion des Ministres en charge de la jeunesse sur l'élaboration de la stratégie jeunesse du G5 Sahel où les jeunes ont demandé d'accorder 3% du budget national aux Ministères en charge de la jeunesse des pays du G5 Sahel. Ce projet viendra combler le gap et renforcer la mise en œuvre de la stratégie jeunesse du G5 Sahel.

En 2017, le Gouvernement du Mali a institué une Mission d'Appui à la Réconciliation Nationale (MARN), avec des équipes régionales d'Appui à la Réconciliation Nationale (ERARN). Ces équipes collaborent étroitement avec les Autorités administratives régionales et locales ; les Collectivités territoriales ; les légitimités traditionnelles coutumières et religieuses. A ce jour, ces équipes ne sont pas encore opérationnelles, par la faiblesse des capacités d'analyse et d'action, incluant notamment les

⁵ Source : Base de données IOM Mali

jeunes et les femmes dans la mise en œuvre de l'accord. L'année 2018 est une année électorale marquée par les élections présidentielles et législatives. Une mission des équipes régionales consistera à prévenir les conflits électoraux dans un contexte où l'accord pour la paix et la réconciliation nationale peine à se concrétiser.

De 2015 à aout 2017, 147 cas de terrorisme et 25 cas de conflits armes ont été répertoriés dans la région de Mopti et au moins 177 écoles sont fermées à cause de l'insécurité. A Ségou, les cercles de Niono, San et Macina sont affectés. Dans le processus de consolidation de la paix enclenché depuis 2013, il est impératif que les jeunes femmes et les jeunes hommes qui sont les bénéficiaires directs des accords et politiques signés, en connaissent le contenu afin d'en respecter l'application. Plusieurs mécanismes sont mis en place pour renforcer la paix mais peu d'espace a été aménagé pour amener les communautés en général, les jeunes et les femmes en particulier, à discuter des politiques mises en place, afin de donner leur avis afin que celui-ci soit pris en compte, et jouer leur rôle dans le processus de paix. De nombreux fora, dialogues inter ou intracommunautaires et autres rencontres ont été organisées pour discuter des problématiques liées à la paix mais, à cause du poids des normes sociales, les jeunes et les femmes ont rarement voix au chapitre. Dans les régions de Mopti et de Ségou qui sont devenus le théâtre des récents développements, les dimensions géographiques et socio-culturelles et socio-ethnologiques des conflits, liées à différents contextes, sont autant de facteurs expliquant le manque d'engagement des jeunes comme acteurs de changement dans leur communauté.

Selon le Sous-Cluster Education, 291 écoles sont fermées à Mopti et à Ségou, au mois de mars 2017. Au Mali, en moyenne les femmes ont 1.7 années de scolarisation, contre les 3 ans en moyenne pour les hommes. Parmi les multiples facteurs derrière l'abandon scolaire des filles, le mariage et grossesses précoces affectent une proportion importante de femmes : 16% des femmes est marié avant 15 ans et 49% des femmes est marié avant 18 ans, avec des proportions plus élevées pour les filles non alphabétisées ou à faible scolarisation et provenant des ménages plus pauvres. Selon le Système de gestion d'informations sur les violences basées sur le genre, (GBVIMS⁶), 597 cas de violences sexuelles liées aux conflits sont rapportés entre 2015 et 2016 au Mali.

Au-delà des facteurs socio-économiques qui affectent leur épanouissement, depuis leur plus jeune âge et tout au long de leur vie adulte, les femmes sont exposées à des normes sociales et culturelles qui perpétuent les inégalités fondées sur le genre et réplique les disparités en termes de voix, d'agence et de participation à la vie publique, les situe dans une position de vulnérabilité accrue face aux situations de conflit et de violence locale. Des études sur les normes sociales conduites au Mali confirment que depuis l'enfance, des dynamiques inégalitaires de pouvoir s'affirment dans le niveau micro (famille-communauté) aussi bien qu'au niveau macro (collectivité-pays) : faible accès et contrôle des ressources, exclusion de la prise de décision sur leur corps, sur le développement des enfants, sur la gestion du foyer, sur la communauté.

b) Mapping of existing peacebuilding activities and gaps:

Table 1 – Mapping of peacebuilding activities and gaps

| Project outcome | Source of funding (Government/development partner) | Key Projects/ Activities | Duration of projects/activities | Budget in \$ | Description of major gaps in the Outcome Area, programmatic or financial |
|-----------------|--|--------------------------|---------------------------------|--------------|--|
| | | | | | |

⁶ Système de gestion d'informations – une manière sécurisée et éthique de collecte des données VBG à travers l'offre des services. Les données collectées à travers ce système reflètent que les incidents rapportés et non la prévalence des violences sexuelles liées aux conflits au Mali.

| | | | | | |
|---|--|---|--|-----------------------|--|
| Appui à la sécurité humaine au Nord Mali à travers le renforcement de la résilience des jeunes et des femmes. | 1) PNUD, UNICEF, OMS, FAO, ILO, UNFPA (à travers des fonds UNTFHS) | I- La résilience des jeunes, des autres groupes et communautés vulnérables se réalise à travers les moyens d'existence durables et les opportunités économiques. II: Les membres des communautés jouissent d'un accès amélioré aux services sociaux de base. | 1) 3 ans : d'avril 2016 à mars 2019 | 1) US\$ 2.087.409,50 | US\$500,000 Appuyer la conduite d'activités d'acteurs déjà formées en consolidation de la paix |
| Projet de renforcement de la cohésion sociale dans les zones des régions de Gao et Tombouctou, touchées par le conflit armé, à travers l'amélioration de l'accès équitable à une éducation de qualité pour les enfants vulnérables et l'instauration de dialogues communautaires inclusifs. | UNICEF (à travers des fonds PBF) | Les communautés scolaires jouent un rôle plus actif dans le dialogue inclusif comme moyen de résoudre leurs différends paisiblement et de cohabiter de manière à renforcer la cohésion sociale et à promouvoir la paix. | 2) 18 mois : De janvier 2015 à juin 2016 | US\$ 1,999,519 | US\$1 million Appuyer les activités de dialogues inter et intracommunautaires dans la région de Mopti |
| Programme national pour la culture de la paix (PNCP) pour asseoir durablement une culture de la paix et de la non-violence entre les communautés au Mali | UNESCO (à travers des fonds du Gouvernement et des PTF.) | Promouvoir le dialogue interculturel; développer l'éducation à une culture de la paix et promouvoir l'implication sociétale et politique des femmes et des jeunes | 3) 4 ans - de janvier 2017 à décembre 2020 | Budget US\$20 000 000 | Manque de financement |
| Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et Tombouctou | PBF | Activités de coexistence pacifique Dialogue communautaire Identification des priorités des communautés Implication des communautés dans la mise en oeuvre de leurs priorités | 4) 18 mois - de janvier 2015 à juin 2016 | US\$2 500 000 | Retour des déplacés créait des charges additionnelles sur les infrastructures existantes (WASH), source de conflits potentiels Les conflits avaient créé des tensions entre les communautés |

| | | | | | |
|---|--------------------------|--|---------------------------------------|---------------|---|
| <i>Capacity Building For Youth In Northern Mali To Prevent Radicalism</i> | Government of Japan | - <i>Training and reception of insertion kits in the three most affected regions, namely, Mopti, Timbuktu, Gao, Ménaka and Kidal.</i> - <i>Direct assistance to 261 individuals with various income generating activities according to their needs and choices.</i> - <i>Participation of direct and indirect beneficiaries in various communities in social cohesion activities</i> | 5) 12 mois - de mars 2016 à mars 2017 | US\$1.700.000 | <i>L'emploi des jeunes dans les zones du nord du Mali est presque inexistant.</i> <i>Les jeunes sans emplois sont des cibles de recrutement des groupes radicaux</i> |
| <i>Community stabilization initiatives for populations affected by the 2012 crisis in Mali through protection, reintegration and community cohesion</i> | SDC (Coopération Suisse) | <i>Reintegration and community cohesion</i> | 6) 12 mois (mars 2016 à mars 2017) | US\$650 000 | <i>Les personnes déplacées internes suite à la crise de 2012 ont des problèmes pour s'intégrer localement ou retourner dans leur zone d'origine</i> |
| Burkina Faso – Niger – Mali: cross-border initiative to promote community security and social cohesion in the region of Liptako-Gourma | PBF | <i>Activités de stabilisation communautaires dans les communautés frontalières</i> | 7) 2 ans (2017 à 2019) | US\$3 000 000 | <i>Porosité des frontières, manque de communication entre les communautés et les autorités en charge de la gestion des frontières, non implication des communautés dans la gestion des frontières</i> |
| Engaging Youth to Build Peaceful Communities in Mali | Mercy Corps, PBF | <i>To promote the implementation of the 2015 Algiers Peace accord through an inclusive, "whole-of-community" approach to conflict prevention, mitigation and management and a reduction of youth involvement in violence in Gao, Timbuktu and Menaka.</i> | 8) 18 mois - Janvier 2018-juin 2019 | US\$1.700.000 | <i>To conduct peacebuilding programme in the center of Mali, including Mopti and Segou</i> |

| | | | | | |
|---|--|--|----------------|----|------------------------------|
| Programme de Sécurisation Intégré des Régions du Centre - Ségou et Mopti (PSIRC) | <i>Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile</i> | <i>Pacifier les régions du Centre, réduire de manière significative voire de supprimer complètement les causes de l'insécurité et du terrorisme par la mise en œuvre des actions de sécurité, gouvernance, développement local et communication.</i> | 9) 2017 - 2020 | NA | <i>Manque de financement</i> |
|---|--|--|----------------|----|------------------------------|

Les projets de consolidation de la paix ont été pour la plupart mis en œuvre dans le nord du Mali. Le centre du pays présente des besoins énormes de prévention et de résolution de conflits et peu de partenaires y sont présents. Par ailleurs, bien que les jeunes et les femmes soient pris en compte dans bien des projets, ce projet-ci veille à leur implication directe dans la prise de décision du nouveau dispositif de réconciliation nationale : les équipes régionales d'appui à la Réconciliation Nationale (ERARN).

e) Rationale for this IRF:

L'objectif général du projet vise à **accélérer la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale, par l'opérationnalisation du nouveau dispositif des ERARN, ainsi que par l'implication et la responsabilisation des jeunes et des femmes dans la mise en œuvre de la stratégie jeunesse du G5 Sahel et la lutte contre le trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes**. Le projet est aligné sur la nouvelle stratégie gouvernementale de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale par la création en 2017 de la Mission d'Appui à la Réconciliation Nationale (MARN) et ses Equipes régionales mises en place. Il vise aussi à appuyer les efforts du Gouvernement pour la mise en œuvre des composantes 3 et 4 du Plan de Sécurisation Intégré des Régions du Centre – Mopti et Ségou (PSIRC) uniquement, à savoir : Développement socio-économique et Communication⁷. Les jeunes et les femmes sont activement engagés dans le processus de paix et de la réconciliation nationale et bénéficient de la stratégie Jeunesse du G5 Sahel dans les régions de Ségou et Mopti.

Le projet **Les Jeunes Acteurs pour la Paix et la Réconciliation Nationale** identifiera les connecteurs et les diviseurs dans les zones d'intervention, et capitalisera sur les influenceurs potentiels afin de susciter le changement sans risquer de créer d'autres conflits internes. Cet exercice sera facilité par les agences des Nations Unies (un consultant sera commis à cette tâche) mais exécuté par les communautés elles-mêmes. Au préalable, une mission d'identification des acteurs clés les plus crédibles, de tous âges, ethnies, et sexes, est nécessaire. Cette cartographie des acteurs qui sera menée avec l'appui d'un comité local, nous aidera à identifier les acteurs locaux crédibles et reconnus comme tels par la communauté. Ils porteront l'activité et mèneront les débats, ce qui formalisera l'appropriation. Cette cartographie des acteurs clé aidera à identifier les femmes leaders et permettra de sélectionner les femmes, en tenant compte des vulnérabilités et des iniquités. L'exercice d'analyse approfondie peut se faire en forme de dialogue communautaire au terme duquel les influenceurs, les connecteurs, les diviseurs seront formellement identifiés. Nous travaillerons de manière inclusive, en prenant en compte toutes les parties prenantes, afin de réduire les risques d'aggravation des conflits, en prenant en compte des principes de Do No Harm.

⁷ La composante Développement socioéconomique qui est un appui à la promotion d'appui de développement économique génératrice de richesses et d'emploi dans les régions du Centre. Dans une moindre mesure, la composante aidera à la réalisation d'infrastructures sociales de base pour les populations de certains sites stratégiques. La composante Communication qui vise la mobilisation de la société civile pour la culture de la paix.

Le projet offrira aux jeunes des infrastructures et équipements nécessaires qui faciliteront leurs regroupements et favoriseront les échanges et de partage entre eux. L'oisiveté et le sous-emploi des jeunes seront diminués avec l'exécution de 50 projets de consolidation de la paix liés à la culture et à l'éducation développés par les jeunes, avec l'appui des directions régionales de la jeunesse. Les jeunes seront formés à l'élaboration de projet, et un comité multipartite local (représentants de la DRDS-ES, DRJ, représentant jeunesse de l'ERARN, etc) sera mis en place pour la sélection, le suivi et l'évaluation des projets, ainsi que la gestion financière. Une évaluation de marché local identifiera les principaux biens et services qui sont en demande et ainsi guident le type d'activités de formation qui se prêtent à l'emploi rapide et le développement de petites entreprises dans les zones de Mopti et de Ségou. Dans le même temps, un profil socio-économique des jeunes est entrepris afin d'évaluer les niveaux de l'éducation, des compétences ainsi que les aspirations à faire en sorte que la formation professionnelle est significative. Des établissements de formation professionnelle seront identifiés dans les zones d'intervention et prépareront le programme de formation pour les jeunes. Des formations initiales suggérées incluent, mais ne se limitent pas à, menuiserie, maçonnerie, électricité, soudure, mécanique moto, couture, savonnerie, traitement de cheveux, restauration, pêche, etc. La formation comprendra la théorie et une partie pratique. La partie pratique se déroulera dans des structures déjà établies. Les projets de groupe seront priorisés par rapport aux projets individuels, afin d'encourager le travail en commun, et favoriser la cohésion entre les différents membres des communautés où les projets seront mis en œuvre. Par là même occasion, ces projets permettront d'assurer l'indépendance des jeunes.

L'appui à l'opérationnalisation des ERARN est une priorité stratégique pour la consolidation de la paix. Les ERARN seront accompagnées par des experts (ONG et UNESCO) dans l'analyse approfondie de conflits, dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'actions pour la réconciliation nationale, dans le suivi évaluation des initiatives de consolidation de la paix et dans la coordination des différentes actions menées par les autorités gouvernementales et les partenaires. Les ERARN vont servir de base pour les structures de prévention et de lutte contre le trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes. Leurs principales activités en relations avec les jeunes seront mises en œuvre dans les centres de jeunesse réhabilités par le projet, et dans les collectivités, cercles et communes. A la fin du projet, les équipes seront rendues opérationnelles à Mopti et Ségou, ce qui leur permettra de jouer pleinement leur rôle, générant ainsi de bonnes pratiques qui pourront être reprises dans les autres régions du pays. Les membres de l'Equipe régionale d'Appui à la Réconciliation sont choisis parmi les fonctionnaires de l'Etat ou des Collectivités territoriales et les contractuels jouissant de leurs droits civiques, reconnus pour leur probité morale et⁸ disposant d'une expertise confirmée dans la gestion des affaires locales, en matière de paix et de cohésion sociale. Les Experts et les membres des équipes régionales percevront des indemnités dont le montant sera fixé par arrêté conjoint du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre de la Réconciliation Nationale⁸.

Le Ministère de la Réconciliation a donné son engagement fermes a OIM, l'UNESCO et UNICEF de supporter le fonctionnement continu des ERARN pendant et après le projet.

Le projet mettra à contribution les jeunes femmes et adressera le genre. Car si elles ne sont généralement pas parmi les pourvoyeurs actifs de violence, le rôle des femmes, et notamment des jeunes filles, est néanmoins essentiel pour comprendre les dynamiques et trajectoires suivies par les jeunes dans les zones de crise et conflit. De plus en plus d'évidences confirment qu'au Mali les femmes continuent à jouer un rôle marginal dans les fora officiels de discussion et prise de décisions, ce qui est reflété par la faible représentation dans les instances institutionnelles locales et nationales aussi bien que dans les espaces de confrontation et discussion au niveau des villages et des familles.

Le projet adressera de manière multidimensionnelle les barrières qui entravent la possibilité de la femme de se positionner comme protagoniste active de la prévention et de la gestion des conflits, étant en mesure d'influencer comportements collectifs et d'agir en première personne pour prévenir les conflits. Ainsi, 1) les capacités et les compétences de vie des jeunes femmes seront renforcées pour qu'elles puissent s'affirmer au long de leur vies comme actrices du changement dans la famille, dans

⁸ Article 8 de l'arrêté no 1353 MRN-SG du 17 mai 2017 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la mission d'appui à la réconciliation nationale et des équipes régionales d'appui à la réconciliation.

la communauté et dans la collectivité ; 2) le leadership et la capacité et attitude à la l'animation des espaces de dialogue et de concertation entre jeunes femmes et les jeunes hommes visant à doter les femmes de la confiance et de la familiarité nécessaires à s'exprimer dans les fora décisionnels ; 3) la création/consolidation d'un esprit collectif orienté à la parité entre les sexes et d'une démarche communautaire d'appropriation des dynamiques d'échanges hommes-femmes.

L'approche adoptée découle également des considérations sur l'importance d'une démarche holistique pour permettre une effective opérationnalisation des résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment pour faire en sorte que les femmes et les jeunes puissent assumer en rôle proactif dans les domaines de la paix et de la sécurité ; qu'elles contribuent pleinement à l'amélioration de la bonne gouvernance et à la consolidation des systèmes politiques stables et démocratiques.

Ce projet cible les jeunes âgés de 15 à 35 ans, dont 50% de femmes et des femmes âgées 18 à 65 ans. Les jeunes de 15 à 35 ans sont ciblés par le projet car étant la frange de la population la plus vulnérable au chômage, à la méconnaissance de l'accord de paix et du trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes. Plusieurs exemples d'engagement et proactivité des femmes pour s'inscrire dans le processus de paix et contribuer à la cohésion sociale ont démontré qu'elles pourraient jouer un rôle clé dans les espaces d'articulation des échanges et dans les processus de réflexion, médiation et solution des conflits, afin d'être en mesure de véhiculer des messages forts et de s'affirmer comme protagonistes du changement et tutrices de la paix, il est incontournable que les femmes disposent des compétences et de la confiance pour s'exprimer et imposer leur poids dans la prise des décisions.

A cet effet, le projet mobilisera 40% de jeunes femmes âgées de 15 à 35 ans ainsi que des femmes âgées de 18 à 65 ans afin de favoriser le dialogue intergénérationnel. Informées des aspects genre, les femmes feront la promotion de stratégies pacifiques positives pour prévenir les conflits, faire connaître le contenu de l'accord de paix, soutenir la stratégie jeunesse du G5 sahel et appuyer les équipes régionales de réconciliation nationale. Une approche basée sur la masculinité positive sera introduite par les jeunes auprès des hommes (maris, chefs religieux, coutumiers, leaders politiques, etc) afin de favoriser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

Formés comme « Ambassadeurs de la paix » avec des modules de communication interpersonnelle, de plaidoyer, de mobilisation sociale et de consolidation de la paix, les jeunes mèneront des activités porte à porte, tenir des focus groupes, organiser et participer activement à des dialogues communautaires et à des journées de plaidoyer pour sensibiliser d'autres jeunes sur l'engagement civique, l'accord de paix et la stratégie jeunesse du G5Sahel. Les jeunes tiendront des rencontres trimestrielles avec les autorités dans le cadre des équipes régionales de réconciliation nationale mises en place, afin de défendre les droits des jeunes, en lien avec la stratégie jeunesse du G5Sahel et faire valoir leur avis, et ouvrir la voie à la prise en compte de leurs besoins et de leurs droits.

Selon l'étude du paysage médiatique du Mali de décembre 2016, 89% des maliens âgés de 15 et plus possèdent un téléphone qu'ils utilisent pour consulter les réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter. Les jeunes femmes et hommes seront formés sur l'utilisation de U-report (un outil Rapid-Pro, basé sur les SMS), et autres médias sociaux comme Twitter, Facebook, etc. pour la vulgarisation de l'accord de paix et la promotion du genre. Tous les trois mois, les adolescent(e)s et les jeunes répondront aux sondages U-Report pour leur permettre de s'exprimer, mieux sensibiliser d'autres jeunes et les aider à donner leur avis et influencer la prise de décision en leur faveur. Une application smartphone sur l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale sera développée. Elle présentera l'accord de paix de manière très 'user-friendly' ainsi que des informations sur l'avancée de son application.

Les radios communautaires tiendront des émissions interactives sur la stratégie jeunesse du G5Sahel, l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale et les clubs d'écoute communautaires (CEC) continueront le débat au sein de la communauté. Le Cinéma Numérique Ambulant et le Théâtre Forum viendront approfondir le débat, en donnant surtout la parole aux adolescent(e)s et aux jeunes femmes. Parmi les activités de renforcement de capacités des jeunes femmes et hommes, notamment de leur développement personnel, l'approche de la communication non violente (CNV) sera développée. Elle

favorise la coopération et la résolution des conflits à travers le suivi de différents modules permettant de développer sa capacité de s'exprimer, d'écouter et d'entrer en relation avec les autres.

A la fin de ce projet, les jeunes déposeront un mémorandum devant le Gouvernement du Mali portant leurs idées, leurs suggestions et leur vision sur la mise en œuvre de l'accord de paix, de la stratégie jeunesse du G5Sahel (lutte contre le trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes) et de la réconciliation nationale. Le Gouvernement pourra tenir en compte ces idées dans l'élaboration de politiques nationales futures. Pour une réussite totale du projet, la partie gouvernementale est impliquée dans la conception du projet et la planification des activités, et des ressources lui seront allouées pour la mise en œuvre de certaines activités. Grâce à l'implication des leaders communautaires, des divisions régionales du développement social DRDS (partenaires du projet) et de leur démembrement au niveau local, impliqués dans le fonctionnement des équipes régionales pendant les 18 mois qui dureront le projet, leur action pourra être soutenue et pérennisée. Pour aboutir à une pérennisation certaine des résultats du projet, 40% du budget seront alloués aux organisations communautaires de base et aux organisations non gouvernementales locales. Etant partie intégrante des communautés, elles auront pour rôle de mettre en œuvre certaines activités du projet.

Pour assurer la visibilité totale du projet ainsi qu'une implication des autorités nationales et locales, un lancement national sera organisé à Bamako et deux lancements régionaux à Ségou et Mopti. Un consultant sera commis à documenter les bonnes pratiques du projet, alors que deux visites de presse seront conduites dans les zones d'intervention, à mi-parcours et à vers la fin du projet. Les jeunes seront dotés de caméras photo pour documenter leur propre expérience.

II. Objectives of PBF support and proposed implementation

a) Project outcomes, theory of change, activities, targets and sequencing:

Project Outcomes

- 2500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans de 25 localités de Mopti et Ségou connaissent l'accord de paix et la stratégie jeunesse du G5Sahel et promeuvent la culture de la paix et de la tolérance au sein de leurs communautés afin de réduire les risques de conflits.
- Les équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale (ERARN) de Mopti et Ségou sont informées par des analyses de conflit approfondies leur permettant de mieux engager les jeunes dans le processus de consolidation de la paix et favoriser leur autonomisation afin qu'ils jouent plus efficacement leur rôle d'influenceurs.
- 500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans des 25 localités de Mopti et de Ségou bénéficiant d'un soutien financier pour des projets innovants et mobilisent leurs communautés au bénéfice de la réconciliation et de l'engagement collectif pour la paix.
- 900 femmes leaders âgées de 18 à 65 ans de 25 localités de Ségou et Mopti sont autonomisées et contribuent à la valorisation des mécanismes de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Theory of change

SI les jeunes femmes et jeunes hommes connaissent le contenu de l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel, sont formés en communication interpersonnelle et en plaidoyer, prennent conscience de leur potentiel en tant qu'acteurs de paix et de changement et que les moyens leur sont offerts pour y parvenir ;

SI les équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale (ERARN), le nouveau dispositif national pour l'appui à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, 1) disposent d'une structure forte et d'un plan de travail inclusif ; 2) disposent de moyens matériels et techniques adéquats ; 3) réalisent des analyses approfondies des conflits à la base ;

SI les femmes acquièrent et consolident les compétences techniques et relationnelles nécessaires à une pleine intégration et participation dans les espaces de dialogue et dans les processus décisionnels ;

SI les jeunes hommes et femmes qui sont les plus exposés au trafic transfrontalier et à l'exploitation, 1) disposent d'espaces sûrs pour la socialisation et le dialogue, où ils peuvent s'engager dans des activités d'éducation, formation, sensibilisation liée à la consolidation de la paix ; 2) valorisent leur patrimoine culturel utilisé comme un moyen de diffusion d'une culture de la paix ; 3) renforcent leur leadership et ont les opportunités pour influencer la prise de décisions politiques ;

ALORS,

Les jeunes se sentiront inclus dans les efforts pour assurer la cohésion sociale, la réconciliation et la paix et contribueront à la bonne gouvernance et, par conséquent, ils agiront sur l'une des principales causes profondes de la crise.

PARCE QUE

Les jeunes femmes et les jeunes hommes auront la capacité de défendre leurs droits dans 25 localités de Mopti et Ségou, et de faire valoir leur droit dans la prise de décisions politiques, économiques et sociales et, participeront pleinement et activement dans le programme communautaire, la cohésion sociale et la résilience des jeunes ; et contribueront à consolider la paix durablement au sein de leurs communautés et la réconciliation nationale, et seront moins vulnérables au recrutement des groupes armés.

Résultat 1 : 2500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans de 25 localités de Mopti et Ségou connaissent l'accord de paix et la stratégie jeunesse du G5Sahel et promeuvent la culture de la paix et de la tolérance au sein de leurs communautés afin de réduire les risques de conflits.

Produit 1 : Les connaissances de 2500 jeunes femmes et hommes sur l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale sont renforcées

Activité 1.1.1 Conception de dépliants et d'aide-mémoires sur l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale

Activité 1.1.2 Formation des jeunes en communication interpersonnelle, accord de paix et stratégie jeunesse G5 sahel

Produit 2 : Les jeunes femmes et hommes sont capables d'utiliser U-report et autres médias sociaux, et sont outillés en aide-mémoires et autres outils de communication sur la consolidation de la paix et la réconciliation nationale.

Activité 1.2.1 Création d'une application smartphone pour la vulgarisation de l'accord de paix et dotation de 25 cameras photo

Activité 1.2.2 Formation des jeunes en U-Report, Twitter, Facebook, et autres modes de communication

Activité 1.2.3. Les jeunes mènent des activités porte à porte et des focus groups pour sensibiliser les jeunes sur l'accord de paix et la stratégie jeunesse du G5Sahel

Activité 1.2.4 Les jeunes organisent des dialogues inter et intracommunautaires, et intergénérationnels

Produit 3 : Les jeunes femmes et hommes donnent leur avis sur l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale à travers les sondages U-Report et les événements virtuels Facebook.

Activité 1.3.1 Les jeunes organisent des journées virtuelles U-Report, Facebook, Twitter, Skype, Google Hangouts pour partager avec les autres jeunes d'autres localités et régions

Activité 1.3.2 Les jeunes répondent à 4 sondages U-Report sur l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale.

Activité 1.3.3. Les jeunes organisent des « Vacances Citoyennes pour la Paix » dans les 25 localités d'intervention (Sports pour la paix, théâtre, concours de poésie, d'arts, de photographie, etc)

Produit 4 : L'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale sont discutés dans les clubs d'écoute communautaires (CEC) des radios communautaires.

Activité 1.4.1 Formation des animateurs radio sur l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5 Sahel, la réconciliation nationale, et la conception de spots et d'émissions peacebuilding.

Activité 1.4.2 Diffusion de spots et d'émissions radiophoniques interactives sur l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5 Sahel, la réconciliation nationale, et la paix.

Activité 1.4.3 Mise en place et plans d'action des clubs d'écoute communautaires (CEC) pour la paix

Produit 5 : 2500 jeunes femmes et hommes sensibilisent leurs pairs grâce au cinéma numérique ambulant et au théâtre forum et les encouragent à donner leur avis sur la l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale.

Activité 1.5.1 25 projections de Cinéma numérique ambulant dans les 25 localités de Ségou et de Mopti

Activité 1.5.2 Réalisation et production d'1 film pour CNA et 25 représentations « Théâtre forum »

Résultat 2 : Les équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale (ERARN) de Mopti et Ségou sont informées par des analyses de conflit approfondies leur permettant de mieux engager les jeunes dans le processus de consolidation de la paix et favoriser leur autonomisation afin qu'ils jouent plus efficacement leur rôle d'influenceurs.

Produit 1 : Les capacités humaines et techniques des deux (2) équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale sont renforcées pour une meilleure analyse des conflits et une planification des actions de la réconciliation régionale.

Activité 2.1.1 : Don de matériels (roulant et non roulants, informatiques, communication, etc...) nécessaires pour le démarrage rapide des activités des ERARN sur le terrain

Activité 2.1.2 : Organisation d'une série de formations techniques (analyses de conflits, consolidation de la paix, gestion pacifique des conflits, culture de la paix, réflexion stratégique pour la paix et la sécurité, nexus paix et développement, dialogue culturel, etc...) pour les ERARN et les collectivités locales et communales

Activité 2.1.3 : Appui à la planification stratégique et opérationnelle, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des opérations de consolidation de la paix des ERARN

Produit 2 : Les bureaux des deux équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale (ERARN) de Ségou et Mopti sont aménagés et opérationnels et agissent comme structures régionales pour la prévention et la lutte contre le trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes.

Activité 2.2.1 : Aménagement et installation d'un espace d'information et de sensibilisation dans chaque ERARN comme centre de prévention du trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes

Activité 2.2.2 : Organisation d'une série de formations à l'endroit des jeunes sur le trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes

Activité 2.2.3 : Appui à la vulgarisation des composantes 3 et 4 (Développement socio-économique et Communication) du PSIRC, et à l'élaboration de stratégies et plans d'actions pour la mise en œuvre des deux composantes.

Produit 3 : L'éducation à la culture de la paix est renforcée dans les systèmes d'éducation formelle et non-formelle afin de soutenir la cohésion sociale et la prévention des conflits communautaires

Activité 2.3.1 : Conception et production de nouveaux modules d'éducation à la paix en français et langues nationales (Bambara et Peulh) pour l'enseignement formel et non formel avec un accent particulier mis dans la réforme des manuels scolaires en partenariat avec le Ministère de l'éducation nationale

Activité 2.3.2 : Formation des enseignants, formateurs, encadreurs de jeunesse, volontaires sur les nouvelles méthodes d'éducation à la culture de la paix et la non-violence

Activité 2.3.3 : Formation des jeunes élèves et pairs éducateurs à la paix dans le système éducatif classique et coranique, dans les Centres d'éducation non-formelle, etc...

Produit 4 : Neuf (9) fora locaux et deux (2) fora régionaux multi acteurs pour la paix et la réconciliation sont institués et animés régulièrement dans les collectivités régionales et locales.

Activité 2.4.1 : Conceptualisation des foras et planification des activités avec la mise en place d'un Comité conjoint dans chaque cercle

Activité 2.4.2 : Organisation en 2018 et 2019 de quatre (4) sessions de chacun des neufs (9) foras locaux et mise en place d'un système de suivi-évaluation des leurs résolutions.

Activité 2.4.3 : Organisation en 2019 d'une session de chaque forum régional.

Produit 5 : Deux (2) programmes régionaux de citoyenneté et de civisme des jeunes sont mis en œuvre dans les régions de Ségou et Mopti afin de favoriser la participation démocratique et prévenir les conflits post-électorales

Activité 2.5.1 : Conception et planification des activités des deux programmes régionaux de citoyenneté et de civisme en lien avec la politique nationale de citoyenneté à la veille des élections présidentielle et législatives

Activité 2.5.2 : Mise en œuvre des activités clés des programmes régionaux en vue de sensibilisation à la participation démocratique des jeunes aux élections en instaurant un dialogue entre les différentes parties prenantes

Activité 2.5.3 : Recrutement, formation et organisation d'une campagne des « 250 Boucliers de la paix électorale » afin d'observer et sensibiliser contre les violences pré et post électorales de 2018

Résultat 3 : 500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans des 25 localités de Mopti et de Ségou bénéficiant d'un soutien financier pour des projets innovants et mobilisent leurs communautés au bénéfice de la réconciliation et de l'engagement collectif pour la paix.

Produit 1 : Vingt (20) « Maisons des jeunes pour la paix » favorisant les échanges entre les jeunes sont opérationnelles.

Activité 3.1.1 Identification/proposition de centres/maisons des jeunes par la communauté dans des localités plus peuplées

Activité 3.1.2 Evaluation des travaux de réhabilitation à mener sur chacune des infrastructures

Activité 3.1.3 Réhabilitation de deux centres dans les deux communautés choisies au profit des jeunes.

Activité 3.1.4 Achat d'équipements et ameublement de deux centres : matériels électroniques, chaises, tables, ventilateurs, télévision, projecteur, etc.

Activité 3.1.5 Remise des centres aux communautés dans une cérémonie en présence des autorités régionales et locales.

Produit 2 : Les jeunes sont engagés dans la création de 50 projets collectifs et mobilisateurs favorisant la consolidation de la paix (projets de dividende de la paix).

Activité 3.2.1 Etablissement des critères de sélection des bénéficiaires en coordination avec les communautés

Activité 3.2.2 Formation de comités de sélection des jeunes bénéficiaires du projet

Activité 3.2.3 Formation des jeunes en création et gestion des petites entreprises ainsi que la formation technique dans les diverses spécialités selon leurs choix.

Activité 3.2.4 Identification, sélection et mise en œuvre des projets

Activité 3.2.5 Provision des kits de réinsertion pour les individus et groupes des individus du même métier

Activité 3.2.6 Identification des entreprises locales pour l'emploi des jeunes formés dans les différents métiers

Produit 3 : Le dialogue entre les jeunes et les autorités est renforcé à travers les activités de cohésion sociale.

Activité 3.3.1 Identification des activités pour le rapprochement des jeunes et les autorités locales

Activité 3.3.2 Organisation des séances d'échanges OSC féminines en tant qu'actrices dans la consolidation de la paix est renforcée

Résultat 4 : 900 femmes leaders âgées de 18 à 65 ans de 25 localités de Ségou et Mopti sont autonomisées et contribuent à la valorisation des mécanismes de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Produit 1 : La structuration et l'organisation des actions de 25 OSC féminines en tant qu'actrices dans la consolidation de la paix est renforcée

Activité 4.1.1 : Sélection et réalisation d'un diagnostic approfondi de chaque OSC déjà active dans les questions de paix et réconciliation nationale depuis au moins deux (2) ans. Le diagnostic va s'accompagner de l'élaboration d'un plan de mise à niveau matériel, technique et humain.

Activité 4.1.2 : Appui matériel, logistique et formations diverses pour faciliter la mise en œuvre d'un plan d'action de ces OSC pour la paix, la cohésion sociale et la réconciliation nationale.

Un accent sera mis sur la formation des formatrices afin de donner un effet catalyseur au delà du projet.

Activité 4.1.3 : Organisation d'une compétition de la commune la plus pacifique avec la contribution des femmes pour la paix et la sécurité.

Produit 2 : L'amélioration du statut et de la position des femmes en tant qu'actrices de la culture de la paix et de la cohésion sociale est effective (Résolution 1325)

Activité 4.2.1 Formation en communication interpersonnelle, genre, accord de paix et la réconciliation nationale

Activité 4.2.2. Les femmes des activités porte à porte pour sensibiliser les femmes sur le genre, l'accord de paix et la réconciliation nationale

Produit 3 : La promotion des valeurs liées à la démocratie, aux droits de la femme, à la non-violence et à la paix est assurée par les 900 Ambassadrices de la paix

Activité 4.3.1 Les « Ambassadrices de la paix » tiennent et des focus groups pour sensibiliser les femmes sur genre, accord de paix et la réconciliation nationale

Activité 4.3.2 Les femmes organisent des dialogues communautaires et intercommunautaires

Produit 4 : La masculinité positive est promue chez les jeunes hommes et les adultes (maris, chefs religieux et traditionnels, élus locaux, etc) pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

Activité 4.4.1 : Organisation d'une formation des formateurs sur les masculinités positives dans les 25 communes pour la réduction voire la fin des violences faites aux femmes

Activité 4.4.2 : Elaboration et mise en œuvre d'un plan de campagne pour la mobilisation des hommes et des garçons pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes en temps de conflits afin de réduire voire éliminer les violences faites aux femmes

Activité 4.4.3 : Organisation d'une compétition pour récompenser la commune où les hommes et les garçons ont contribué à la réduction de la violence envers les femmes. Un observatoire serait mis en place pour le suivi.

b) **Budget:** Provide the envisaged project budget, using the two tables below: (1) activity by activity budget and (2) UN Categories budget. Provide any additional remarks on the scale of the budget and value-for-money, referring to the Value for Money checklist.

Table 2: Project Activity Budget

| Outcome/ Output number | Output name | Output budget by RUNO | UN budget category (see table below for list of categories) | Any remarks (e.g. on types of inputs provided or budget justification) |
|--|---|-----------------------|---|--|
| Outcome 1: 2500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 10 à 35 ans de 25 localités de Mopti et Ségou connaissent l'accord de paix et la stratégie jeunesse du G5Sahel et promeuvent la culture de la paix et de la tolérance au sein de leurs communautés afin de réduire les risques de conflits. | | | | |
| Output 1.1 | Renforcement de capacités des 2500 jeunes | 125,842 | All | UNICEF |

| | | | | |
|---|--|------------------|-----|----------------------------------|
| Output 1.2 | Formation des jeunes | 156,992 | All | UNICEF |
| Output 1.3 | Utilisation de U-Report et médias sociaux | 70,588 | All | UNICEF |
| Output 1.4 | Réseau de radios et clubs d'écoute communautaires | 151 179 | All | UNICEF |
| Output 1.5 | Cinéma Mobife et Théâtre Forum | 80,588 | All | UNICEF |
| Outcome 2: Les équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale (ERARN) de Mopti et Ségou sont informées par des analyses de conflit approfondies leur permettant de mieux engager les jeunes dans le processus de consolidation de la paix et favoriser leur autonomisation afin qu'ils jouent plus efficacement leur rôle d'influenceurs. | | | | |
| Output 2.1 | Renforcement de capacité des équipes régionales | 200,000 | All | UNESCO |
| Output 2.2 | Prévention du trafic transfrontalier et de l'exploitation des jeunes | 100,000 | All | UNESCO |
| Output 2.3 | Éducation à la culture de la paix | 100,000 | All | UNESCO |
| Output 2.4 | 9 fora locaux et 2 fora régionaux multi acteurs | 110,000 | All | UNESCO |
| Output 2.5 | 2 programmes régionaux de citoyenneté et de civisme | 100,598 | All | UNESCO |
| Outcome 3 : 500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans des 25 localités de Mopti et de Ségou bénéficiant d'un soutien financier pour des projets innovants et mobilisent leurs communautés au bénéfice de la réconciliation et de l'engagement collectif pour la paix. | | | | |
| Output 3.1 | Deux centres de rencontre | 200,002 | All | OIM |
| Output 3.2 | 50 projets jeunes | 350,000 | All | OIM |
| Output 3.3 | Le dialogue entre communautés | 144.803 | All | OIM |
| Outcome 4 : 900 femmes leaders âgées de 18 à 65 ans de 25 localités de Ségou et Mopti sont autonomisées et contribuent à la valorisation des mécanismes de prévention des conflits et de consolidation de la paix. | | | | |
| Output 4.1 | Renforcement de 25 OSC féminines | 122,865 | All | UNESCO |
| Output 4.2 | Amélioration du statut de la femme (Résolution 1325) | 101,000 | All | UNICEF |
| Output 4.3 | La promotion de la valeurs liées à démocratie | 121,342 | All | UNICEF |
| Output 4.4 | Promotion de la masculinité positive | 75,000 | All | UNESCO |
| Suivi/évaluation | | 184,200 | | Cette tâche est allouée à OIM |
| Communication | | 131,791 | | Cette tâche est allouée à UNICEF |
| Total | | 2,626,790 | | |

PBF PROJECT BUDGET

| Description | UNICEF | | | UNESCO | | | IOM | | | Total |
|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| | 100% | 70% | 30% | 100% | 70% | 30% | 100% | 70% | 30% | |
| Staff and other personnel | 76,000 | 53,200 | 22,800 | 88,222 | 61,755 | 26,467 | 125,000 | 87,500 | 37,500 | 289,222 |
| Supplies, commodities, materials | 70,000 | 49,000 | 21,000 | 74,195 | 51,937 | 22,259 | 40,000 | 28,000 | 12,000 | 184,195 |
| Equipment, vehicles and furniture | 50,000 | 35,000 | 15,000 | 74,195 | 51,937 | 22,259 | 60,000 | 42,000 | 18,000 | 184,195 |
| Contractual services | 375,000 | 262,500 | 112,500 | 311,115 | 217,781 | 93,335 | 424,377 | 297,064 | 127,313 | 1,110,492 |
| Travel | 29,291 | 20,504 | 8,787 | 37,097 | 25,968 | 11,129 | 30,000 | 21,000 | 9,000 | 96,388 |
| Transfers and Grants | 220,000 | 154,000 | 66,000 | 51,245 | 35,872 | 15,374 | 30,000 | 21,000 | 9,000 | 301,245 |
| Sub Total 1 | 820,291 | 574,204 | 246,087 | 636,069 | 445,248 | 190,821 | 709,377 | 496,564 | 212,813 | 2,165,737 |
| General operating costs | 57,420 | 40,194 | 17,226 | 171,787 | 120,251 | 51,536 | 60,000 | 42,000 | 18,000 | 289,207 |
| Sub Total 2 | 877,711 | 614,398 | 263,313 | 807,856 | 565,499 | 242,357 | 769,377 | 538,564 | 230,813 | 2,454,944 |
| Indirect costs - 7% | 61,440 | 43,008 | 18,432 | 56,550 | 39,585 | 16,965 | 53,856 | 37,699 | 16,157 | 171,846 |
| Total | 939,151 | 657,406 | 281,745 | 864,406 | 605,084 | 259,322 | 823,233 | 576,263 | 246,970 | 2,626,790 |

Note: c'est seulement UNICEF qui a pris 7% pour General Operating costs. L'UNESCO et l'OIM ont mis des montants directs.

*The rate shall not exceed 7% of the total of categories 1-7, as specified in the PBF MOU and should follow the rules and guidelines of each recipient organization. Note that inter-agency-incurred direct project implementation costs should be charged to the relevant budget line, according to the Agency's regulation, rules and procedures.

**PBSO will authorize an initial transfer amounting to 70% of the requested budget and, upon timely submission and acceptance of the project reports and at least 80% expenditure of the total budget for the first transfer, the Fund will release the remaining 30%. Please note that all subsequent tranches are also contingent on the availability of resources in the Peacebuilding Fund. 30% du budget global sera destiné à l'autonomisation des femmes et égalité des sexes.

c) Capacity of RUNO(s) and implementing partners:

Table 4: Overview of RUNO funding in the country

| | RUNO I: NAME? | Key Source of Funding (government, donor etc) | Annual Regular Budget in \$ | Annual emergency budget (e.g. CAP) |
|------------------------|------------------|---|--------------------------------|---|
| Previous calendar year | UNICEF | UNICEF, Canada, USA, UNOCHA, Mali (Gavi - World Bank), Netherlands, European Commission / ECHO, Global - Water Sanitation & Hygiene (Suede) | US\$ 68,355,702 | US\$ 50,965,493 |
| Current calendar year | UNICEF | UNICEF Global - Water Sanitation & Hygiene (suede) Mali (Gavi - World Bank) Canada Global - Child Protection (Suede) European Commission/EC USA USAID Netherlands European Commission / ECHO | US\$ 77,847,527 | US\$ 68,102,564 |
| Previous calendar year | UNESCO | Projet de réhabilitation du patrimoine culturel et de sauvegarde des manuscrits anciens du Mali | US\$ 5,000,000 | US\$ 500,000 |
| Current calendar year | UNESCO | Appui aux enfants et filles mères victimes de la crise au Nord du Mali | US\$ 100,000 | US\$ 100,000 |
| Previous calendar year | IOM | OFDA (4), Suisse (1), Japon (4). | US\$ 10,000,000 | US\$ 7,000,000 |
| Current calendar year | IOM | EU, Suisse, OFDA, Sweden, Japan (4), JTIP, UK, PRM, CERF, PBF | US\$ 20,000,000 | US\$ 10,000,000 |

III. Management and coordination

a) Project management:

Le secrétariat PBF est le premier mécanisme de coordination, et il assure la coordination entre tous les projets pour assurer un meilleur ciblage géographique et thématique. L'UNICEF est le Chef de file du consortium UNESCO-OIM-UNICEF pour la mise en œuvre du projet « **Les Jeunes Acteurs pour la Paix et la Réconciliation Nationale** ».

L'UNICEF a un bureau à Mopti et supervise les activités mises en œuvre à Ségou depuis le bureau de Bamako. L'organisation dispose d'une section PM&E, d'une Reports Specialist et d'une section de Communication pour le Développement et de Communication Externe.

L'OIM assure le suivi-évaluation. La coordination des questions de communication sera assurée par l'UNICEF en collaboration avec les Chargés de communication des autres agences UNESCO et OIM, et le secrétariat PBF. Le bureau-pays de l'OIM, de l'UNESCO et de UNICEF à Bamako assureront ensemble la supervision des activités dont chacun aura la responsabilité directe. L'équipe de coordination du projet (un membre de chaque agence) veillera à la mise en œuvre efficace du plan de suivi et évaluation (S&E).

Au niveau régional, un mécanisme de coordination sera établi entre les agences sœurs (PNUD, UNFPA, FAO, OMS, ILO,) et leurs partenaires qui gèrent des fonds similaires afin d'assurer la complémentarité des interventions. Le projet sera géré dans le cadre du programme de la consolidation à la paix dans lequel il y a d'autres projets. Le PBF assure la coordination administrative et financière des projets, en particulier les projets « jeunesse » et ceux mis en œuvre à Mopti et Ségou. La collaboration avec la MINUSMA sera indispensable en assurant la sécurité des personnels des agences des Nations Unies, du gouvernement et des ONG, ainsi que des bénéficiaires dans les communautés.

L'UNICEF et l'OIM ont des bureaux régionaux à Mopti et coordonnent et assurent le suivi de ses interventions dans la région de Ségou à partir de son bureau de Bamako. Une synergie d'action sera de mise dans la mise en œuvre de ce projet. Un lancement commun réunissant l'OIM, l'UNESCO et l'UNICEF sera organisé. Des rencontres périodiques de revues à mi-parcours dans les deux régions d'intervention, les missions conjointes inter agences et autorités locales seront menées. Les rapports de progrès et le rapport final seront élaborés.

Au niveau des Régions, l'OIM, l'UNESCO et l'UNICEF et toutes les agences du système des Nations Unies ont déjà établi un système de coordination. Un second système de coordination inclut les ONG et les agences des Nations Unies. Ces mécanismes de coordination au niveau national sont le UNCT et l'EHP. Un autre système de coordination se fait autour de la sécurité et les 3 agences sont membres de ce système.

b) Risk management:

Table 5 – Risk management matrix

Matrice d'évaluation des risques

| Risques | Probabilité (Faible, | Indice de gravité | Stratégie de réduction des risques | Responsable |
|---------|-------------------------|----------------------|---------------------------------------|-------------|
|---------|-------------------------|----------------------|---------------------------------------|-------------|

| | Moyenne, Haute) | (Faible, Moyen, Haut) | | |
|--|--------------------|-----------------------------|--|---|
| Aggravation de l'insécurité dans les zones d'intervention | Haute | Haut | Soutien sécuritaire de la MINUSMA, hibernation des activités du projet | MINUSMA Coordinateur de projet |
| Faible intérêt des jeunes dans l'initiative | Faible | Haut | Majeure implication des associations de jeunes dans la phase de conception du projet grâce à une nouvelle évaluation de besoins et à l'utilisation de technologies et d'outils innovants | Coordinateur de projet et staff technique |
| Faible niveau de formation et d'organisation des OSC | Moyen | Moyen | Encadrement des jeunes hommes et femmes membres des OSC dans des cours de renforcement des capacités | Coordinateur de projet et staff technique |
| Enclavement de certains sites | Haut | Haut | Soutien logistique de la MINUSMA | MINUSMA Coordinateur de projet |
| Multiplication des acteurs et manque de coordination des interventions | Moyen | Moyen | Communication constante avec toutes les parties prenantes et organisation de rencontres et séances de travail conjointes | Coordinateur de projet |
| Non-collaboration des autorités locales | Faible | Haut | Communication continue et inclusion des autorités dans la planification du projet | Représentants des partenaires du projet Coordinateur du projet |
| Le clientélisme et la complaisance dans la désignation des bénéficiaires des certaines activités | Moyen | Haut | Les critères de choix des bénéficiaires seront établis dans le cadre des préparatifs des activités | Coordinateur de projet Spécialiste S&E |
| Des attaques ciblées des groupes extrémistes contre centres des jeunes construits/rénovés | Moyenne | Haut | Collaboration avec FDSM et MINUSMA dans l'organisation des activités du projet | MINUSMA Coordinateur du projet |
| La crise est exacerbée par une mauvaise désignation des bénéficiaires selon les critères ethniques | Faible | Haut | Une analyse des risques incluant une sensibilité aux conflits préalable qui respecte les principes de 'Do no Harm' | UNICEF, OIM, UNESCO |

| | | | | |
|---|--------|-------|--|--------------------|
| Les équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale ne sont plus indemnisées par l'état. | Faible | Moyen | Les autorités locales et communautaires renforcées par le projet prendront le relais des recherches menées par les équipes pour prévenir les conflits. | UNESCO,OIM, UNICEF |
|---|--------|-------|--|--------------------|

c) Monitoring & Evaluation:

L'UNICEF aura la responsabilité de préparer et soumettre les différents rapports : rapports mensuels, trimestriels, à mi-parcours et finaux. L'OIM assure le suivi qui concerne à la fois l'évaluation quantitative et qualitative des activités et la performance de la structure de gestion. À cet égard, les réactions des bénéficiaires et les observations au terrain sont des outils importants dans l'analyse, ceux qui permettront de prendre des mesures correctrices ponctuelles et changer des aspects de la méthodologie et de la mise en œuvre du projet, si nécessaire.

L'équipe de coordination du projet (un membre de chaque agence) veillera à la mise en œuvre efficace du plan de suivi et évaluation (S&E). Au cours de la phase initiale, ce dernier développera une stratégie globale de S&E en travaillant avec les partenaires (OCB et ONG locales et autorités locales) du projet en fonction des indicateurs décrits dans le cadre logique.

Une évaluation en fin de programme permettra d'analyser et de tirer les enseignements des actions menées et des résultats obtenus et de proposer aux parties prenantes les actions à entreprendre pour consolider et développer les acquis du projet. Cette évaluation des résultats et des impacts préliminaires du projet sera effectuée par une équipe d'experts indépendants dont le rapport fera l'objet d'une mission multipartite composée des représentants du Gouvernement et des différents partenaires techniques et financiers du projet ainsi que les bénéficiaires. Elle sera menée pour analyser les résultats du projet dans son ensemble, en examinant sa pertinence pour l'évolution du contexte, l'impact sur l'amélioration du leadership des jeunes et leur engagement constructif dans les activités de réconciliation et consolidation de la paix.

- Des missions de supervision (conjointes ou individuelles seront menées pour collecter et analyser les données.
- Des sondages U-Report seront utilisées pour recueillir le point de vue des jeunes sur l'évolution du projet, les réussites, les manquements, etc.
- Une enquête de base sera conduite avant la mise en œuvre et une enquête finale à la fin du projet afin de renseigner les indicateurs de manière qualitative et quantitative
- Les staffs des ONG de mise en œuvre, de l'UNESCO, de l'UNICEF et de l'OIM assureront la supervision, le monitoring et l'évaluation des activités menées. L'OIM assurera le suivi du projet, en coordination avec les responsables du projet à l'UNESCO et à l'UNICEF.
- Le comité de pilotage tiendra des réunions semestrielles alors que le comité de suivi se réunira tous les trois mois.

Un cadre de résultat global sera consolidé et permettra de suivre et mesurer les résultats conjoints du projet. Chaque trimestre, des rencontres avec les communautés et les autorités locales seront menées afin d'assurer la redevabilité du projet. Des rapports de progrès seront soumis au PBSO.

7% du budget sera alloué au suivi/évaluation.

In addition, please use the table annexed to this template (Annex 2) to set out the Results Framework. For additional information on Results Frameworks, see Section 7 of the PBF

Guidelines. Please attach a separate M&E Plan using Template 4.1 ONLY if the project will have an evaluation (please see Section 7 of the Guidelines for information on when an independent evaluation is a requirement).

d) Administrative arrangements (This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate narrative reports and financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is notified by the RUNO (accompanied by the final narrative report, the final certified financial statement and the balance refund);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

- Bi-annual progress reports to be provided no later than 15 June;
- Annual progress reports to be provided no later than 15 November;
- Final (end of project) narrative reports, to be provided no later than three months after the operational closure of the project;
- Annual financial statements as of 31 December with respect to the funds disbursed to it from the PBF, to be provided no later than four months (30 April) after the end of the calendar year;
- Certified final financial statements after the completion of the activities in the approved programmatic document, to be provided no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.
- Unspent Balance at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annex A: Project Summary (to be submitted as a word document to MPTF-Office)



**PEACEBUILDING FUND
PROJECT SUMMARY**

| | | |
|------------------------------------|--|---|
| Project Number & Title: | PBF/ Les Jeunes Acteurs pour la Paix et la Réconciliation Responsabilisation des Jeunes comme Acteurs de Paix au Mali Nationale | |
| Recipient UN Organization: | Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) Organisation Internationale pour les migrations (OIM) Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) | |
| Implementing Partner(s): | <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Réconciliation Nationale (MRN), - Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne (MJCC), - Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication (MENC), <p>Directions Régionales du Développement Social et de l'Economie Solidaire (DRDS-ES) de Ségou et Mopti</p> <p>ONG Nationales : Institut Mondial pour l'Autonomisation des Femmes au Mali (IMAF Mali) Centre Africain de la Jeunesse (CAJ) ONG Walé Action Mopti</p> <p>Associations de jeunes : Association des jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) MenEngage Network Mali Conseils régionaux, locaux et communaux de la jeunesse</p> | |
| Location: | <p>Région de Mopti : Cercles de Tenoukougou (communes de Tenoukougou, Kareri et Doura), Douentza (communes de Douentza, Boni et Hombori), Youwarou (communes de Youwarou, Gathi-Louma, et Sah), Djenne (commune de Djenne et Kouakrou) et Mopti (commune de Mopti et Diallobe)</p> <p>Région de Ségou : Cercles de Ségou (communes de Ségou, Sébougou, Pelegana,); Cercle de Niono (communes de Niono, Djabaly et Nampalari); Cercle de Macina (communes de Macina et Kolongo); Cercle de San (Communes de San, Ouolon, Sy, Siadougou)</p> | |
| Approved Project Budget: | 2,626,790 USD | |
| Duration: | Planned Start Date: 1er janvier 2018 | Planned Completion: 30 juin 2019 |

| | | |
|--------------------------------|--|--|
| | | |
| Project Description: | <p>Le projet est aligné sur la nouvelle stratégie gouvernementale de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale par la création en 2017 de la Mission d'Appui à la Réconciliation Nationale (MARN) et ses Equipes régionales mises en place. Il vise à renforcer l'engagement des jeunes et des femmes en tant qu'acteurs de paix. Les jeunes et les femmes sont activement engagés dans le processus de paix et de la réconciliation nationale et bénéficient de la stratégie Jeunesse du G5 Sahel dans les régions de Ségou et Mopti. En tout, le projet cible 3,400 bénéficiaires directs, y compris 2500 jeunes femmes et jeunes hommes, et 900 femmes. Au moins, une population de 34.000 personnes seront touchées de manière indirecte dans les 25 communes cibles.</p> <p>Le projet contribuera à renforcer l'ancrage institutionnel sous-régional avec l'application de la stratégie jeunesse du G5Sahel, la vulgarisation des résolutions 1325 (femmes) et 2250 (jeunes) des Nations Unies, et la cohésion sociale au niveau communautaire avec l'engagement des jeunes de vulgariser la culture de paix et la tolérance au sein des communautés.</p> | |
| PBF Focus Area: | <p>Priorité 2 : Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends : (2.1) Réconciliation nationale</p> | |
| Project Outcome: | <ul style="list-style-type: none"> • 2500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans de 25 localités de Mopti et Ségou connaissent l'accord de paix et la stratégie jeunesse du G5Sahel et promeuvent la culture de la paix et de la tolérance au sein de leurs communautés afin de réduire les risques de conflits. • Les équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale (ERARN) de Mopti et Ségou sont informées par des analyses de conflit approfondies leur permettant de mieux engager les jeunes dans le processus de consolidation de la paix et favoriser leur autonomisation afin qu'ils jouent plus efficacement leur rôle d'influenceurs. • 500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans des 25 localités de Mopti et de Ségou bénéficiant d'un soutien financier pour des projets innovants et mobilisent leurs communautés au bénéfice de la réconciliation et de l'engagement collectif pour la paix. • 900 femmes leaders âgées de 18 à 65 ans de 25 localités de Ségou et Mopti sont autonomisées et contribuent à la valorisation des mécanismes de prévention des conflits et de consolidation de la paix. | |
| Key Project Activities: | <p>RESULTAT 1 : Formés comme « Ambassadeurs de la paix » avec des modules de communication interpersonnelle, de plaidoyer, de mobilisation sociale et de consolidation de la paix, les jeunes mèneront des activités porte à porte, tenir des focus groupes, organiser et participer activement à des dialogues communautaires et a des journées de plaidoyer pour sensibiliser d'autres jeunes sur l'engagement civique, l'accord de paix et la stratégie jeunesse du G5Sahel. Les jeunes tiendront des rencontres trimestrielles avec les autorités dans le cadre des équipes régionales de réconciliation nationale mises en place, afin de défendre les droits des jeunes, en lien avec la stratégie jeunesse du G5Sahel et faire valoir leur avis, et ouvrir la voie à la prise en compte de leurs besoins et de leurs droits. Les jeunes femmes et hommes seront formés sur l'utilisation de U-report, un produit de Rapid-Pro, et autres médias sociaux comme Twitter, Facebook, etc. pour la vulgarisation de l'accord de paix et la promotion du genre. A la fin de ce projet, les jeunes déposeront un mémorandum devant le Gouvernement du Mali portant leurs idées, leurs suggestions et leur vision sur la mise en œuvre de l'accord de paix, de la stratégie jeunesse du G5Sahel (lutte contre le trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes) et de la réconciliation nationale. Le Gouvernement pourra tenir en compte ces idées dans l'élaboration de politiques nationales futures. RESULTAT 2 : L'appui à l'opérationnalisation des ERARN est une priorité stratégique pour la consolidation de la paix. Les ERARN seront accompagnées dans l'analyse approfondie de conflits, dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'actions pour la réconciliation nationale, dans le suivi évaluation des initiatives de consolidation de la paix et dans la coordination des différentes actions menées par les autorités gouvernementales et les partenaires. Les ERARN vont servir de base pour les structures de prévention et de lutte contre le trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes. Leurs principales activités en relations avec les jeunes seront mises en œuvre dans les centres de jeunesse réhabilités par le projet, et dans les collectivités, cercles et communes. A la fin du projet, les équipes seront rendues opérationnelles à Mopti et Ségou, ce qui leur permettra de jouer pleinement leur rôle, générant ainsi de bonnes pratiques qui pourront être reprises dans les autres régions du pays. Le</p> | |

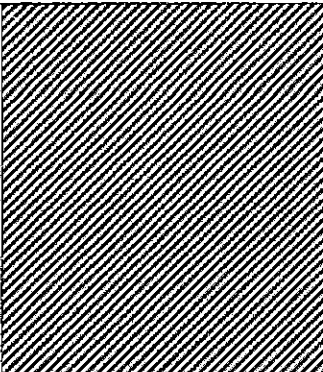
Gouvernement a prévu de pourvoir les ERARN en moyens logistiques (Bâtiments, Véhicules, etc...) et financiers afin d'assurer leur fonctionnement au quotidien. Une campagne de mobilisation de fonds est en cours avec l'appui de l'UNESCO afin de doter le Ministère de la Réconciliation nationale de ressources suffisantes et durables afin de continuer le travail accompli par le projet. **RESULTAT 3** : Le projet offrira aux jeunes des infrastructures et équipements nécessaires qui faciliteront leurs regroupements et favoriseront les échanges et de partage entre eux. L'oisiveté et le sous-emploi des jeunes seront diminués avec l'exécution de 50 projets de consolidation de la paix liés à la culture et à l'éducation développés par les jeunes, avec l'appui des directions régionales de la jeunesse. Les jeunes seront formés à l'élaboration de projet, et un comité multipartite local (représentants de la DRDS-ES, DRJ, représentant jeunesse de l'ERARN, etc) sera mis en place pour la sélection, le suivi et l'évaluation des projets. Les projets de groupe seront priorisés par rapport aux projets individuels, afin d'encourager le travail en commun, et favoriser la cohésion entre les différents membres des communautés où les projets seront mis en œuvre. Par là même, ces projets permettront d'assurer l'indépendance des jeunes, ce qui limitera les risques de leur recrutement par les groupes extrémistes qui opèrent dans les régions visées. **RESULTAT 4** : Le projet mettra à contribution les jeunes femmes et adressera le genre. Car si elles ne sont généralement pas parmi les pourvoyeurs actifs de violence, le rôle des femmes, et notamment des jeunes filles, est néanmoins essentiel pour comprendre les dynamiques et trajectoires suivies par les jeunes dans les zones de crise et conflit. De plus en plus d'évidences confirment qu'au Mali les femmes continuent à jouer un rôle marginal dans les fora officiels de discussion et prise de décisions, ce qui est reflété par la faible représentation dans les instances institutionnelles locales et nationales aussi bien que dans les espaces de confrontation et discussion au niveau des villages et des familles. Le projet adressera de manière multidimensionnelle les barrières qui entravent la possibilité de la femme de se positionner comme protagoniste active de la prévention et de la gestion des conflits, étant en mesure d'influencer comportements collectifs et d'agir en première personne pour prévenir les conflits.

Annex B: IRF Results Framework

| Country name: Mali | | | | | | | | | |
|---|---------|--|-----------------------|--------|---|--------|---|------------|--|
| Project Effective Dates :1 janvier 2018 – 30 juin 2017 | | | | | | | | | |
| PBF Focus Area: | | | | | | | | | |
| <p>Priorité 2 : Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends : (2.1) Réconciliation nationale ;</p> <p>IRF Theory of Change:</p> <p>SI les jeunes femmes et jeunes hommes connaissent le contenu de l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et sont formés en communication interpersonnelle et en plaidoyer et prennent conscience de leur potentiel en tant qu'acteurs de paix et de changement, et que les moyens leur sont offerts pour y parvenir ;</p> <p>SI les équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale (ERARN), le nouveau dispositif national pour l'appui à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, 1) disposent d'une structure forte et un plan de travail inclusif ; 2) disposent de moyens matériels et techniques adéquats ; 3) réalisent des analyses approfondies des conflits à la base ;</p> <p>SI les femmes acquièrent et consolident les compétences techniques et relationnelles nécessaires à une pleine intégration et participation dans les espaces de dialogue et dans les processus décisionnels,</p> <p>SI les jeunes hommes et femmes qui sont les plus exposés au trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes , 1) disposent d'espaces sûrs pour la socialisation et le dialogue, où ils peuvent s'engager dans des activités d'éducation, formation, sensibilisation liées à la consolidation de la paix ; 2) valorisent leur patrimoine culturel utilisé comme un moyen de diffusion d'une culture de la paix ; 3) renforcent leur leadership et ont les opportunités pour influencer la prise de décisions politiques,</p> <p>ALORS,</p> <p>Les jeunes femmes et les jeunes hommes pourront défendre leurs droits dans 25 localités de Mopti et Ségou, et faire valoir leur droit dans la prise de décisions politiques, économiques et sociales et, participeront pleinement et activement dans le programme communautaire et la cohésion sociale et la résilience des jeunes ; et contribueront à consolider la paix durablement au sein de leurs communautés et la réconciliation nationale.</p> <p>PARCE QUE</p> <p>Les jeunes se sentiront inclus dans les efforts pour assurer la cohésion sociale, la réconciliation et la paix et leur participation à la prise de décisions favorisera également la bonne gouvernance et, par conséquent, elle agira sur l'une des principales causes profondes de la crise.</p> | | | | | | | | | |
| Outcomes | Outputs | Indicators | Means of Verification | Year 1 | | Year 2 | | Milestones | |
| Outcome 1: [one-line description of outcome] | | Outcome Indicator 1 a % de jeunes âgés de 15 à 35 ans, dont 40 de femmes, qui sont aptes à vulgariser l'accord de paix. | Enquete CAP de finale | x | x | x | x | | |
| 2500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans de 25 localités de Mopti et Ségou connaissent l'accord | | Baseline: TBC | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|--|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <p>sont utilisés en aide-mémoires et autres outils de communication</p> | <p>Facebook, Twitter et utilisent l'application smartphone sur l'accord de paix</p> <p>Baseline: 0 Target: 1600</p> <p>Output Indicateur 1.2.2 # d'aides mémoires et d'outils de communication conçus et produits</p> <p>Baseline: 0 Target: 2000 de chaque</p> <p>Baseline: TBC Target: 1600</p> | <p>Produits finalisés</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | |
| <p>Output 1.3 Les jeunes donnent leur avis sur l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale à travers les sondages U-Report et les événements virtuels Facebook.</p> | <p>Output Indicateur 1.3.1 # de jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 40% de femmes qui répondent aux sondages U-Report</p> <p>Baseline: 0 Target: 1600</p> | <p>Rapports d'ONG et des partenaires étatiques</p> <p>Rapports de sondage U-report</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> |
| | <p>Output Indicateur 1.3.2 # de jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 40% de femmes qui participent aux événements virtuels Facebook</p> <p>Baseline: 0 Target: 1600</p> | <p>Rapports d'ONG et des partenaires étatiques</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> |
| | <p>Output Indicateur 1.3.3 # de jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 40% de femmes qui donnent leur avis sur l'accord de paix, la stratégie jeunesse G5Sahel et la réconciliation nationale</p> <p>Baseline: 0 Target: 1600</p> | <p>Rapports d'ONG et des partenaires étatiques</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|--|--|---|---|---|---|---|---|---|--|--|--|--|
| | Output 1.4 L'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale sont discutés dans les clubs d'écoute communautaires (CEC) des radios communautaires. | Output Indicator 1.4.1 # de radios qui disposent de CEC fonctionnels Baseline: 0 Target: 8 | Rapports d'ONG et des partenaires étatiques | x | x | x | x | x | x | | | | | |
| | | Output indicator 1.4.2 # de radios qui produisent des émissions sur l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale Baseline: 0 Target: 8 | Rapports d'ONG et des partenaires étatiques | x | x | x | x | x | x | | | | | |
| | | Output indicator 1.4.3 # de CEC qui débattent l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale Baseline: 0 Target: 20 | Rapports d'ONG et des partenaires étatiques Rapports de CEC | x | x | x | x | x | x | | | | | |
| | | Output 1.5: Les filles et les femmes sensibilisent leurs pairs grâce au cinéma numérique ambulante et au théâtre forum et les encouragent à donner leur avis sur l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale. | Output Indicator 1.5.1 # de séances de théâtre forum tenues # de séances de projection de cinéma mobile tenues Baseline: 0 Target: 40 | Rapports d'ONG et des partenaires étatiques Rapports de CNA Rapports de Théâtre Forum | x | x | x | x | x | x | | | | |
| | | | Output Indicator 1.5.2 # de filles et de femmes âgées de 15 à 35 ans qui participent aux débats Baseline: TBC Target: 800 | Rapports d'ONG et des partenaires étatiques | x | x | x | x | x | x | | | | |
| | | | Output Indicator 1.5.3 # de filles et de femmes âgées de 15 à 35 ans qui connaissent l'accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale. Baseline: 0 Target: 800 | Rapports d'ONG et des partenaires étatiques | x | x | x | x | x | x | | | | |
| Outcome 2: [one-line description of outcome] | | Outcome Indicator 2 a # d'équipes régionales ayant élaboré et validé leurs plans de travail. | | x | x | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| <p>Les équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale (ERARN) de Ségou et de Mopti sont informées par des analyses de conflit approfondies leur permettant de mieux engager les jeunes dans le processus de consolidation de la paix et favoriser leur autonomisation afin qu'ils jouent plus efficacement leur rôle d'influenceurs (UNESCO)</p> |  | Baseline: 0 Target: 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Outcome Indicator 2 b Taux de réalisation des plans d'action des 2 ERARN Baseline: 0% Target: 80% | | | | | x | x | x | x | | | | | | | | | | | |
| | | Outcome Indicator 2 c Baseline: Target: | | | | | x | x | x | x | | | | | | | | | | | |
| | Output 2.1 Les capacités matérielles, humaines et techniques des deux (2) équipes régionales d'appui à la paix sont renforcées par une meilleure analyse des conflits et une planification des actions de la réconciliation régionale. | Output Indicator 2.1.1 Nombre de formations délivrées aux ERARN Baseline: TBC Target: 5 | Rapport de formation des formateurs | x | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | |
| | | Output Indicator 2.1.2 Disponibilité des documents validés d'analyse approfondie des conflits au niveau régional Baseline: 0 Target: 2 | Rapport des consultants + Rapports des ateliers de validation | x | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | |
| | | Output Indicator 2.1.3 Quantité de moyens matériels mis à la disposition des ERARN Baseline: Target: | Rapports de remise des matériels | x | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | |
| | Output 2.2 Les bureaux des deux équipes régionales d'appui à la réconciliation nationale (ERARN) de Ségou et Mopti sont aménagés et opérationnels et agissent comme structures régionales pour la prévention et la lutte contre le trafic transfrontalier et l'exploitation des jeunes | Output Indicator 2.2.1 Qualité des plans de fonctionnement et d'actions des Centres validés. Baseline: 0 Target: 2 | Rapport des consultants + Rapports des ateliers | x | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | |
| | Output Indicator 2.2.2 Nombre de jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 40% de femmes faisant la promotion de la lutte contre le trafic transfrontalier et l'exploitation | Rapports des activités des Centres | x | x | x | x | x | x | | | | | | | | | | | | | |